



HAL
open science

Lorsque les “ sans-parts ” se rallient au “ pouvoir vivre ”.

Benoit Hazard

► To cite this version:

Benoit Hazard. Lorsque les “ sans-parts ” se rallient au “ pouvoir vivre ”.: Ethnographie des associations des gilets jaunes sur les ronds-points de l’Oise. Condition humaine / Conditions politiques : revue internationale d’anthropologie du politique, 2020, Approches ethnographiques des gilets jaunes., 1. hal-03097841

HAL Id: hal-03097841

<https://hal.science/hal-03097841>

Submitted on 5 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Lorsque les « sans-parts » se rallient au « pouvoir vivre ».
Ethnographie des associations des gilets jaunes sur les ronds-points de
l'Oise

Résumé

Le soulèvement des Gilets Jaunes a suscité un vaste mouvement de déprise intellectuelle et de reprise de parole des « sans parts ». Inédit dans ses formes et sa durée, ce soulèvement est apparu comme une re-politisation de la société française. Retraçant la chronologie du soulèvement dans le département de l'Oise, l'article suggère que le passage de l'agrégation d'individus se soulevant dans des ralliements à celui d'associations s'identifiant à un rond-point, une assemblée ou des Fraternités, donne à comprendre le sens politique de l'utopie du rond-point. La description met à jour un mouvement enchâssé dans le quotidien. Cet ancrage éclaire les modalités d'une resocialisation du politique et d'un mouvement produisant ses propres catégories, exprimées dans les revendications d'un « pouvoir vivre », d'une autonomie citoyenne et d'un contre-pouvoir. En ce sens, l'article décrit le trajet de subjectivations politiques et l'émergence de visions politiques et sociales alternatives.

Mots clefs : Insurrection du quotidien / Sans parts / Catégories populaires du politique / Oise / Pouvoir vivre.

English title

When the "Sans Parts" rally to "Power to live".

Ethnography of the Yellow Vests associations on the “rond-point” of Oise district.

Abstract

The uprising of the Yellow Vests provoked a large movement of intellectual defiance and of the speaking out of the "Sans Parts". New in its forms and its duration, this uprising appeared as a re-politicization of French society. Through the chronology of the uprising in the department of Oise, the paper suggests that the transition from the aggregation of individuals rising in rallies to that of associations identifying themselves with a « rond-point », assemblies or « Fraternities », gives an understanding of the political meaning of the utopia of the “rond-point”. The description shows a social movement deeply embedded in everyday life. This anchorage sheds light on the modalities of a re-socialization of politics and of a movement producing its own categories, expressed in the demands of “living power”, of “citizen autonomy” and of “counter-power”. In that sense, the article describes the course of political subjectivations and the emergence of alternative political and social visions.

Key words : Insurrection of everyday life / Sans Parts / Popular categories of politics / Oise / living power.

« Fleurs vénéneuses éclatant dans des prairies furibondes »¹, les gilets jaunes ont, dès leur irruption, suscité une véritable déflagration dans le champ social, politique et intellectuel. Du fait de leur mode opératoire (le ralliement autour d'un objet du quotidien : le gilet jaune), de leurs modes d'intervention et d'action dans l'espace public (occupations de ronds-points, cabanes, manifestations dans les lieux de pouvoir, insurrection), de leurs temporalités (manifestations le week-end plutôt qu'en semaine), de leur manière de rendre visible leurs revendications en les portant sur le corps (avec le gilet comme support), de leur langage peu convenu et de leurs façons d'interpeller élites politiques et médias, ou encore de leurs modes de communication, leur soulèvement est apparu comme un inédit, une reprise de parole inattendue dont la puissance se mesure au florilège de qualificatifs méprisants et d'une rare violence dont les ont gratifiés les élites intellectuelles. « *Bêtise* », manifestants « *sans cerveaux* », « *beaufs* », « *hordes de minus* », « *pillards* », « *barbares* », « *racaille cagoulée* » pour ne citer que quelques-uns de ceux mobilisés par les représentants d'une parole autorisée à nier toute capacité du soulèvement à se construire dans une forme d'action réfléchie². Si les armes miraculeuses des gilets jaunes, comme les envolées lyriques, teintées de mépris de classe, de bon nombre d'intellectuels organiques, témoignent de l'intensité de la confrontation, celle-ci n'en a que mieux souligné un moment de déprise des intellectuels et des chercheurs en sciences sociales.

Cet écart est devenu patent lorsque les politologues, soulignant la spontanéité, l'absence d'encadrement et le caractère imprévisible du mouvement, crurent y déceler « *une jacquerie de ce siècle* » (Sainte-Marie, 2019)³, insinuant que la révolte n'était qu'éphémère. Réduite à ses représentations négatives, la fleur ne pouvait porter en elle que le venin d'une vision dominante (Noiriel, 2019) – autrement signifiée par l'image de « foule haineuse » –, stigmatisant selon des répertoires urbains classiques, un surgissement populaire profondément rural (« *les beaufs fumeurs de clopes qui roulent au diesel* »), un peuple soumis au registre de ses émotions et de ses passions⁴. Si le temps n'a pas changé la donne, quelques socio-démographes ont tenté de contenir l'étendue de la

¹ Aimé Césaire, Cahiers d'un retour au pays natal, Paris, Présence africaine, 1975.

² Pour un relevé de ce florilège, voir Serge Halimi et Pierre Rimbert, « Lutte de classes en France », *Le Monde diplomatique*, février 2019. « Gilets jaunes : la bêtise va-t-elle gagner ? », s'interroge Sébastien Le Fol dans *Le Point*, le 7 janvier 2019. « Les vrais "gilets jaunes" [sic] se battent sans réfléchir, sans penser » (Bruno Jeudy, sur BFM TV). « Un mouvement de beaufs poujadistes et factieux » (Jean Quatremer sur Twitter). « Un déferlement de rage et de haine » (éditorial paru dans *Le Monde*). Des « hordes de minus, de pillards », « rongés par leurs ressentiments comme par des puces » (Franz-Olivier Giesbert). « Combien de morts ces nouveaux beaufs auront-ils sur la conscience ? », demande Jacques Julliard. Heureusement, comme l'écrit Pascal Bruckner : « *La police, avec sang-froid, a sauvé la République* » contre les « *barbares* » et la « *racaille cagoulée* ».

³ La lecture rétrospective des usages du terme « jacquerie » pour qualifier les gilets jaunes l'associe à une presse à sensation, politiquement plutôt marquée à droite. Le terme y a fonctionné comme un qualificatif mobilisé dans des registres raillant les affects et les émotions. La première occurrence apparaît sous la plume d'A. Sulzer dans *L'Express*, le 19 novembre 2018, deux jours après la mobilisation nationale du 17 novembre. L'article est la transcription d'un entretien du "politologue et sondeur", Jérôme Sainte-Marie (président de PollingVox). Son analyse mêle une opinion, c'est-à-dire un jugement, avis ou sentiment exprimé à propos du mouvement, à des éléments sociologiques. Le qualificatif fera ensuite fortune dans un article du journal à sensation *Paris Match* paru le 21 novembre 2018, soit trois jours avant la première grande manifestation nationale des gilets jaunes, qualifiés alors de « tuniques jaunes » (Pauline Lallement, « "Gilets Jaunes" : au cœur de la jacquerie »).

⁴ Voir l'entretien avec Gérard Noiriel, diffusé sur France Culture, le 26 novembre 2018.

révolte, en analysant le soulèvement au moyen d'une géographie ressuscitant la « diagonale du vide » (Le Bras, 2019) – entendons des territoires principalement ruraux à faible densité démographique. Là encore, la réduction du soulèvement à une minorité d'exclus peuplant des territoires marginalisés n'a guère fait illusion face à l'extension d'un sentiment d'exclusion. Si ces écarts ne sont que les déclinaisons d'une posture assimilant le moment de reprise de parole des gilets jaunes à la catégorie du populisme, ils témoignent aussi du refus de lui accorder quelque crédit ou légitimité que ce soit, et, de surcroît, d'y voir l'émergence d'une présence politique. Plus largement, ils mettent en lumière l'incapacité des observateurs du social à opérer une rupture épistémologique leur permettant de comprendre et de décrire l'irruption d'une forme autonome, voire d'« *un ensemble populationnel cohérent* » (Bouvier, 2011), et à prendre conscience de « *l'écart démocratique* » (*ibid*, 1995) qui existait entre ceux-ci et les acteurs créant un « lieu d'affrontement »⁵.

Dans cette perspective, l'hypothèse d'une repolitisation et d'un déplacement des fabriques du politique autour des ronds-points a constitué une première avancée dans la prise en considération des énoncés du soulèvement⁶. Agrikolianski et Aldrin (2020), par exemple, montrent que les ronds-points ont eu une fonction « *d'apprentissage pratique de la politique* » pour des novices. Dans le même temps, le soulèvement a profondément affecté, voire métamorphosé d'autres acteurs qui, forts d'expériences militantes, politiques ou syndicales antérieures⁷, se sont aussi confrontés à l'émergence d'autres catégories du politique, sorties d'une « *démocratie sauvage* » (Rogozinski, 2019). Et si, comme l'écrit L. Jean Pierre (2019), ce mouvement a mis au grand jour que la fabrique de la chose politique ne trouvait ses mots ni dans la formule de la démocratie représentative, ni même dans les catégories savantes du politique, l'innovation sociale et politique des gilets jaunes réside plutôt dans le dépassement des catégories idéologiques préétablies et des valeurs préalablement distribuées dans l'offre partidulaire.

En réalité, les gilets jaunes invitent à faire l'hypothèse d'une resocialisation du politique, entendue ici comme une présence, une « scène commune », résultant de l'« affrontement » suscité par la situation de reprise de parole, dans laquelle s'est jouée une redéfinition des contours du corps social. Dans une visée heuristique, cette « scène commune » nous semble devoir être rapprochée d'une pensée des « sans-parts » (Rancière, 2015), ceux, invisibles, dont les voix et les actes étaient devenus inaudibles

⁵ Dans *La méésentente* (1995), Jacques Rancière définit « *la politique* » (versus « *la police* ») comme la possibilité de prendre la parole à parts égales. Pour lui, la politique n'est pas réductible à une simple expression des rapports sociaux, autrement dit des schèmes de la domination. Elle commence avec la contestation des positions et des statuts imposés par ces schèmes, et s'exprime par un type déterminé de situation de parole dans laquelle ceux qui en sont privés ou sont inaudibles revendiquent une égalité dans la répartition des parts, ou une égalité de parole.

⁶ Cf. L'Atelier des ronds-points, Maison des Sciences de l'homme de Paris Nord, janvier-juin 2019. Voir aussi : J. Confavreux, *Le fond de l'air est jaune*, Seuil, 2019.

⁷ Voir le témoignage de Pascale Fautrier, *La vie en Jaune*, 2019, Éd. Au Diable Vauvert. Et, dans un autre registre, le témoignage réflexif de V. Bontemps : « Gilets Jaunes, avec ou sans gilet », dans *Médiapart*, 5 août 2019.

dans ce que nous nommons l'espace démocratique⁸. En effet, bien qu'il emprunte les sentiers de la domination, le soulèvement ne s'est pas construit comme une résistance dissimulée, en réponse à l'intériorisation des schèmes de la domination (Scott, 2019), mais comme la contestation ouverte des statuts préalablement distribués qui la légitiment. Cette contestation a donc pris la forme d'un acte politique extériorisé, posé dans l'espace public⁹, avec ce paradoxe, qu'elle a dévoilé l'inexistence des gilets jaunes, situés en dehors des espaces saturés par l'offre politique partidaire. Cette prise de conscience de leur condition d'invisibles et d'inaudibles, condition partagée par « *ceux qui ne sont rien* »¹⁰ a formé le support d'un « *être ensemble* », si ce n'est d'un corps social, redéfini au-delà des statuts préexistants, résolument inclassable et délibérément irrécupérable, comparable aux « sans-parts » (Rancière, 2015). Dans cette perspective, la situation d'affrontement résultant de cette demande de considération de la parole à parts égales a permis la construction de catégories d'intelligibilité dans une « *démocratie en acte* » (Dupeux, 2019).

En revenant sur le moment du soulèvement dans le département de l'Oise (Senlis, Beauvais, Bois de Lihus) dans un cadre chronologique, depuis les premiers ralliements (novembre-décembre 2018) jusqu'à l'installation du mouvement dans des formes « plus instituées » (mars-juin 2019), nous faisons l'hypothèse que le passage d'un « construit », formé par l'agrégation d'individus se soulevant dans l'espace vécu du ralliement à celui d'individus se structurant en groupes ou en associations – un « ensemble populationnelle cohérent » – donne à comprendre le sens politique, l'utopie du rond-point. Ce passage donne à voir non seulement l'ancrage des répertoires d'action et de mobilisation dans le quotidien des gilets jaunes, mais aussi comment ce quotidien travaille leur compréhension de la situation et œuvre à un dévoilement du monde. Cette logique du quotidien éclaire la resocialisation du politique et l'émergence progressive d'un mouvement revendiquant le droit à une expression citoyenne, entendue comme l'expression d'une pensée autonome, émancipée des cadres politiques préexistants, et qui, tout en produisant ses catégories politiques, exerce une fonction de « contre-pouvoir ». L'ethnographie des associations, depuis l'agrégation d'individus (des barrières de péages aux ronds-points), jusqu'aux assemblées et aux « fraternités de ronds-points », retrace, si ce n'est l'émergence de formes politiques alternatives, du moins le trajet de subjectivations politiques, sociales et économiques.

S'associer dans l'Oise : un mouvement social et moral des « sans-parts »

S'il ne fait plus aucun doute que le soulèvement des gilets jaunes a incarné un mouvement puissant dans sa capacité à se soustraire aux logiques hégémoniques comme dans sa

⁸ Sur le sens accordé à la catégorie de « sans-part », on pourra se reporter à l'article très instructif de Guillaume Gourgues (2013).

⁹ Sans discuter la question de l'espace public, ce texte aborde la prise de conscience d'une saturation, et de l'inexistence d'un lieu où contester l'ordre existant, dans l'ethnographie des « ralliements ».

¹⁰ Déclaration d'E. Macron (2 Juillet 2017) dans laquelle il opposait « ceux qui réussissent » à « ceux qui ne sont rien ».

production de liens et de sens, de résonances, d'expériences politiques et esthétiques concrètes, la compréhension de ses propriétés émergentes demeure un vaste débat. Dans le moment du soulèvement, la contestation des élites et la reprise de la parole des « sans-parts » forment le socle de ralliement de citoyens d'obédiences, de pensées politiques et de statuts sociaux hétérogènes, autrement dit d'un mouvement social et moral. Alors que le gilet jaune exprimait d'insécurité, de mise en danger d'une partie de la population, face à l'imposition d'une nouvelle dépense contrainte (la taxe carbone), le refus du pouvoir de lui accorder une légitimité a très vite suscité une situation de reprise de parole, d'affrontement et de défiance vis-à-vis des formes de représentation existantes, tout comme il a nourri une dimension morale du soulèvement, résumée par l'image d'une « intégrité des gilets jaunes » face à « des élites corrompues ». Vus sous cet angle, les gilets jaunes sont un inédit : ils ont mis en œuvre une forme « *d'exister ensemble* » reposant sur le frottement de valeurs et de pratiques parfois contradictoires, mais présentant un sens spécifique pour les individus, une configuration analogue aux « *construits d'être au monde heuristique* » (Bouvier, 2011, p. 19). Forgés dans le moment des ralliements, ces « construits » se sont, par la suite, manifestés dans une multiplicité de modes (« assemblée », « vrai débat »), de lieux (ronds-points) et dans une durée qui invitent à les analyser comme des « *ensembles populationnels cohérents* », que Pierre Bouvier (2011) décrit comme des « *entités autonomes, où se constitue, se cristallise et s'argumente du sens collectif* » (*ibid.*, 2011, p. 19).

17 novembre 2018. Lorsque vient le vent de la révolte, le jaune crépusculaire éclate sous les pare-brise des véhicules. Dans l'Oise, département typique de ces zones périurbaines et rurales, où meurent les services publics, les commerces, les infrastructures de transports publics, et où l'option du « tout-bagnole » s'impose aux modes de vies, le refus de la taxe sur les carburants forme le point de ralliement de la contestation et d'une base sociale sociologiquement et politiquement composite. La mobilisation y est massive et, au fil des mois, va constituer une base arrière des manifestations parisiennes, liée à la figure médiatique de Jérôme Rodrigues. Dans la première semaine, des « ralliements », composés en moyenne de 300 personnes, ont lieu dans 12 centres urbains, selon des modes d'action allant des « opérations escargot » sur les grands axes de circulation aux blocages de péages et de zones d'activités commerciales. Ces « ralliements » rassemblent, sous la bannière du retrait de la taxe carbone et dans une seule et même pratique de mobilisation, des revendications hétérogènes allant du « droit à la retraite », au « pouvoir d'achat », en passant par la dénonciation de « l'injustice fiscale ». Dans la semaine qui suit (24 novembre 2018), ces « construits », dans les formes de ralliement, commencent à occuper les ronds-points et vont,

malgré les obstacles, s'installer dans la durée : la dernière cabane de l'Oise disparaît au mois de juin 2019 avec la destruction de celle dite « du Bois de Lihus ». Malgré l'ampleur de la mobilisation, l'organisation des gilets jaunes de l'Oise présente la particularité de ne pas suivre le modèle des assemblées (cf. l'Appel de Commercy). Après plusieurs mois de mobilisation, seule une gilet jaune (originaire de Chambly, dans le Val-d'Oise) a participé aux assemblées des assemblées, et sur la vingtaine de ronds-points de l'Oise, peu de gilets jaunes en connaissent l'existence.

Dans l'Oise, le soulèvement s'enracine de l'expression d'un « ras-le-bol », comme le disent les gilets jaunes de Bruyères :

« Le départ de ce mouvement était un ras-le-bol. Les gilets jaunes veulent retrouver leur dignité. Dignité fiscale, mais aussi retrouver un sens à leurs vies. Ne plus dépendre du bon vouloir de puissants. Vivre dignement de leur travail, réduire les inégalités, ne plus vivre dans l'angoisse du lendemain pour eux et pour leurs enfants. Avoir voix au chapitre, ne plus être tributaires des décisions des autres. »

Si l'injustice fiscale est à l'origine des premiers ralliements, elle cristallise d'autres ressentis, notamment le droit à la « dignité », entendu ici comme le droit de participer à part égale à des situations de paroles (« avoir voix au chapitre ») dans un espace politique que les gilets jaunes perçoivent comme saturé par l'offre politique partidairiste (« ne plus dépendre du bon vouloir des puissants » ; « ne plus être tributaires des décisions des autres »). Mouvement de refus, le soulèvement présente la caractéristique de n'être ni une adhésion à un programme construit sur des valeurs, ni une demande de participation au débat posé dans les termes définis par l'autorité publique. Dans le même temps, il est loin d'être l'expression d'une paupérisation de la petite bourgeoisie indépendante, comme le suggère l'anthropologie marxiste, lui déniait, *de facto*, la possibilité même de porter, si ce n'est un potentiel révolutionnaire¹¹, du moins une forme politique autonome. Ancré dans un rejet du consentement et exigeant une « dignité », il exprime une situation de rupture d'égalité formulée dans d'autres termes que ceux de l'analyse classique des rapports sociaux. Ce déplacement (adhésion *versus* participation en actes), parce qu'il a opéré une redéfinition des conditions de l'association entre des individus autour d'un autre lieu de la politique, a incontestablement assuré le succès des ralliements, comme il a contribué à déplacer les frontières de l'inclusion dans la relation politique.

¹¹ Cf. l'intervention d'Emmanuel Terray lors du débat « Gilets jaunes, irruption de l'inédit », enregistré à l'espace Le Maltais rouge, le 23 janvier 2019. [En ligne] Disponible sur le site Le Maltais rouge, URL : <https://lemaltairouge.com/2019/01/10/gilets-jaunes-lirruption-de-linedit-videos/>.

Dans le moment du soulèvement : « *poser son gilet jaune sur le pare-brise* », ou « *l'enfiler sur un rond-point* » revient à « prendre part » à une manière de faire de la politique sans « les politiques » (*ibid.*, 2020, p. 145), autrement dit à se situer au-delà de leurs propositions. Et ce n'est pas tant l'objet du soulèvement (la taxe carbone) que le déplacement opéré dans les catégories d'énonciation d'un problème qui, dès le départ, se trouvait au cœur du mouvement. Annie, chef d'une petite exploitation agricole de production de plantes médicinales, en donne une illustration lorsqu'elle revient sur les motifs de son ralliement aux gilets jaunes de Beauvais :

« *Dans mon entreprise, je fais 60 000 euros de chiffre d'affaires. Mais lorsque j'ai décompté les frais d'investissement, les taxes, etc., il me reste 500 euros. L'argent est redistribué. Le travail est délocalisé, ou alors on travaille pour rien du tout !! En fait, nous sommes juste réduits à notre valeur kilométrique, le nombre de kilomètres que nous faisons en bagnole pour que d'autres en bénéficient.* »

Proche de ces gilets jaunes éloignés de la vie politique, Annie fait partie de cette classe moyenne de travailleurs indépendants mobilisés parce qu'ils ont le sentiment de « *gagner leur vie à la perdre* ». Décrivant d'une manière concrète son vécu de l'injustice fiscale, elle invoque le sentiment d'« *être réduit[e] à une valeur kilométrique* » comme le registre à partir duquel elle perçoit le sens de sa vie et de son travail et, *ipso facto*, objective sa condition. Ainsi, elle donne à voir une analyse plus systémique de la relation entre ses conditions de vie et la division du travail organisée autour de la délocalisation généralisée des activités de production ou, pour reprendre les mots de S. Hayat (2019), de ce devrait être « le bon sens de l'économie » (Hayat, 2019). Mais elle exprime aussi le sentiment de faire partie de ces « êtres » dont la qualité et la « valeur » se résument à une commensurabilité au moyen de l'unité de mesure kilométrique, ce qui revient à énoncer l'impossibilité de faire partie de la condition humaine à parts égales.

Plus largement, ce déplacement fournit un éclairage sur la sociographie des gilets jaunes dans l'Oise, tant il braque les projecteurs sur des êtres perdus de vue par les sciences sociales. Sur les lieux de ralliement et les ronds-points, la base sociale du soulèvement correspond majoritairement à la frange démographique des « pères » et « mères de famille » aux revenus modestes, disposant pour beaucoup d'un niveau de diplôme équivalent au CAP et au BEP, et qui, tout en exprimant la difficulté de boucler les fins de mois, revendiquent le droit d'avoir accès aux loisirs, au restaurant¹². La mobilisation des femmes (28%) en est une autre

¹² Données de l'enquête quantitative du « Collectif Jaune Vif » (dir. Magali Della Sudda). Ces données n'ont pas fait l'objet de publications académiques. La sociographie du mouvement révèle que la moyenne d'âge des gilets

caractéristique majeure. Et pour une grande majorité d’entre eux, les mobilisés ne se situent tout simplement pas sur l’échiquier des partis politiques (30%), voire affirment n’avoir jamais fait de manifestation auparavant (40%)¹³. Bien que cette sociographie fasse apparaître des catégories sociales inhabituelles dans les mouvements sociaux, les « catégories consolidées des classes populaires » (V. Depraz, 2018) ne sont pas absentes. Dans l’Oise, elles apparaissent autour de ce que N. Raimbault (2017) nomme « la ville néolibérale », c’est-à-dire d’une manière de gouverner la logistique des grandes métropoles à partir de centres péri-urbanisés, morceaux de villes sans âmes, et de lotissements posés là, au beau milieu des champs, où la force de travail est invisibilisée. Là, l’économie de la logistique organise la vie quotidienne : à proximité des plateformes où « la finance a remplacé les patrons par des invisibles »¹⁴, des fonds de pension ont investi dans des quartiers résidentiels où la voiture joue un rôle central. La superposition des cartes de la révolte et de celles des classes populaires motorisées et bénéficiant d’un emploi montre des lieux de mobilisation aussi importants qu’inédits. Des villes comme Beauvais, Clermont, Senlis, Pont-Sainte-Maxence, dans lesquelles coexistent des catégories de notables dans le centre-ville ancien, des quartiers populaires précarisés, qui tentent de survivre à une désindustrialisation achevée depuis quarante ans, et des lotissements plus récents, où la force de travail s’est déplacée depuis les banlieues industrielles vers les grandes périphéries urbaines, illustrent cette réorganisation. Au regard de cette composition hétérogène, les gilets jaunes de l’Oise constituent une énigme politique. Représentant un « construit » agrégeant une base sociale large, trans-sectorielle et transcatégorielle, ils ne sont réductibles ni à l’expression d’un populisme, ni à une simple expression des rapports sociaux, ni même aux revendications des gilets jaunes des assemblées. Pourtant, comme ailleurs, ils se représentent le sens de leur mobilisation à partir d’un effet de politisation issue des expériences et des valeurs construites sur les ronds-points. Loin de se limiter à une rébellion contre le prix des carburants, un refus de la transition écologique, ou une révolte antifiscale, le mouvement des gilets jaunes incarne plus largement une rébellion de « sans-parts » proposant de construire les énoncés politiques de *l’injustice fiscale, territoriale et sociale*.

Du ralliement au « village gaulois » : le rond-point de Senlis

jaunes présents sur les ronds-points en novembre 2018 se situe autour de 48 ans. Les mobilisés disposent d’un revenu médian de 1 700 euros.

¹³ *Idem*.

¹⁴ Description de François, gilet jaune du rond-point des Ageux.

Comme ceux de Melun et de Montargis, le rond-point de Senlis est rapidement devenu un lieu de rassemblement visible et actif. Entre les mois de novembre et de mars, le camp, installé sur un rond-point à la sortie du péage de Chamant, devient un véritable lieu de vie commune. Résultant d'une occupation spontanée, il retient immédiatement l'attention des gilets jaunes du département. Au matin du premier brasero, consommé comme un feu de la Saint-Jean dans la nuit de l'automne glacial (24-25 novembre 2018), des dizaines d'automobilistes affluent de toutes parts pour soutenir l'occupation. De campement provisoire qu'il était, le carrefour giratoire de Senlis commence une mue au cours de laquelle il va devenir une forme en mouvement. De la fin novembre à la fin décembre, entre 60 et 80 personnes se relaient jour et nuit pour veiller et maintenir l'occupation. Les tonnelles sont remplacées par des cabanes, puis, au fil des déclarations gouvernementales, les cabanes forment un « *village de Gaulois réfractaires* ». À la mi-décembre, l'occupation déborde sur un terrain privé à proximité du rond-point. Après les fêtes de fin d'année, elle se mue à nouveau en une « *forteresse des Gaulois réfractaires* » où les gilets jaunes de Senlis créent un restaurant et une pause-café matinale pour les routiers de passage. Les réaménagements successifs du rond-point, tout en soulignant une créativité dans le mouvement, accèdent aussi l'idée selon laquelle une réappropriation planifiée de ces espaces dans des luttes d'occupation aurait constitué la propriété émergente du mouvement des gilets jaunes. Or l'histoire du rond-point de Senlis n'est probablement que la partie émergée d'une innovation sociale et politique.

Sortir des catégories technico-administratives

« Le 17 novembre 2018. Ce jour-là, j'ai été au péage de Bonsecours. Il y a deux péages à Senlis. Alors que j'habite à Dammartin pourquoi je suis allé à Senlis ? En fait, mes enfants habitent dans l'Oise et j'étais avec eux lorsqu'ils m'ont dit : le 17 novembre, tout le monde va à Senlis. Moi je suis parti avec mes enfants comme ça. » (Michmuch, retraité actif du rond-point de Chamant.)

Contrairement à une idée reçue, le rond-point de Chamant ne résume pas l'histoire des gilets jaunes de Senlis. Occupé au retour de la manifestation parisienne du 24 novembre 2018, il se pose dans le paysage après une semaine d'actions sur les points de ralliements. À la mi-novembre 2018, ces actions ont une dimension de détresse festive, sorte d'apocalypse joyeuse, où la misère du monde se retrouve dans des espaces sans âme comme pour un repas de famille du dimanche. Le 17 novembre 2018, l'appel au blocage des péages de Chamant et de Bonsecours a été lancé sur les réseaux sociaux par cinq personnes, parmi lesquelles Éric Drouet. Comme nombre de personnes de sa génération, Michmuch, qui n'est pas un

utilisateur aguerri des réseaux sociaux, reçoit l'appel par son réseau familial, ignorant tout de ses initiateurs. Émis depuis d'autres territoires, l'appel se propage dans des boucles de réseaux reliant souvent les familles, et ceux qu'unissent des affinités, comme par exemple le groupe de motards des Ageux. Dans ces territoires où le lien social est apathique, les liens familiaux forment une caisse de résonance et la structure élémentaire d'une base sociale large, trans-sectorielle et transcatégorielle, du soulèvement.

Vue sous l'angle du lien social, la catégorie technico-administrative du rond-point va bien au-delà de l'invention d'un « nouvel imaginaire géographique » (Gwiazdzinski, 2019). À Senlis, comme ailleurs, le rond-point rassemble des femmes précaires isolées, des aides-soignantes, des personnes en situation de handicap, des chômeurs, des femmes retraitées. Si certains se rendent sur le rond-point en famille, d'autres, ceux qui font quotidiennement l'expérience de la fragmentation du monde social à l'échelle de leurs vies familiales explosées, vont y trouver un autre « construit » : « la famille », comme la nomme Jérôme Rodrigues. Au fond, chacun se rend sur les points de ralliement en y apportant ses morceaux de vie cassée, les violences subies, ses ruptures biographiques. Peuplant les conversations ordinaires, ces morceaux de vies deviennent les pièces d'un puzzle où chacun prend conscience dans le regard de l'autre, que ce qu'il pensait être seul à éprouver est en réalité une expérience partagée, depuis la pression fiscale en passant par la perte d'un emploi, jusqu'aux ruptures conjugales et ce qu'elles disent de la famille qui n'en finit plus de se recomposer dans ce qu'E. Illouz (2019) nomme le capitalisme des affects. Dans cette acception plus large, « la famille » renvoie alors à une définition double et inclusive. Elle suggère que ce n'est pas tant la recherche de liens entre des catégories statutaires, des positions sociales qui fractureraient la société française, qui a donné force au mouvement, que sa capacité à produire des catégories de sens commun, ancrées dans l'ordinaire et se jouant des divisions du monde social et politique.

« Avec mon mari, on engueulait la TV »

« Comme beaucoup de personnes, depuis des mois, des années, on écoutait les infos à la TV. On écoutait tout, on faisait attention à ce qui se disait, aux mots. Mais, à chaque fois, on partait “en live” avec mon mari et on engueulait la TV, quoi... Mais en 2018, il nous a piqué notre CSG. Alors là, c'est notre salaire. Et un jour, on écoutait les infos... et je vois mon mari bondir de son fauteuil. Ils annonçaient que les bénéficiaires des Restos du cœur allaient augmenter de 20 %. Et là ça a été la goutte d'eau... Trente-cinq ans plus tard, c'est inadmissible que l'on ait encore les Restos du cœur en France. Donc nous déjà on se bagarre

pour nous, et puis ça retombera sur les autres... Vous savez comme il a dit : "ça ruisselle". »
(Domu, secrétaire de direction, retraitée.)

Lorsque Domu se rallie au mouvement, elle n'est pas sur les réseaux sociaux. C'est le fait d'être dépossédée d'une partie de son « salaire » (une pension de retraite) après une vie de labeur, le sentiment d'une dégradation des conditions de vie et d'une impuissance à agir qui l'amène au ralliement. Cette impuissance, elle l'énonce dans ce « *on regardait la TV, cela nous mettait en colère et on devenait autre* », traduisant l'expression d'une révolte solitaire, intériorisée, quotidienne devant un automate non communiquant (la TV) qui capte toute la puissance d'agir. Pour elle, la révolte est une prise de conscience de que H. Rosa (2012) assimile à une forme d'aliénation de la modernité tardive, qui se traduit par le fait de parler à une machine sans résonance (« *On engueulait la TV, quoi !* »). Mais au lieu de se contenter d'une prise de parole sous la domination, ou d'une résistance dissimulée dans un marmonnement (Scott, 2019, p. 246-315), Domu décrit les ralliements comme la possibilité d'une reprise de parole publique et d'une révolte extériorisée ouvrant, si ce n'est à la contestation de l'ordre existant, du moins à la possibilité de s'en émanciper. Expliquant les raisons de son ralliement, elle désigne, par ailleurs, le besoin de reprendre le contrôle de ses émotions comme condition de cette émancipation. D'une certaine manière, son récit permet de mesurer l'écart politique posé par les gilets jaunes : alors que les modes de résistance enfouies sous la domination s'accommodent d'une forme d'aliénation et d'autodestruction¹⁵ (« *on se mettait en colère* », dit-elle), le refus de subir et de s'autodétruire, ici en ne se sentant plus maître de ses émotions, motive son ralliement à la révolte, et plus tard, aux situations d'insurrection sur les Champs-Élysées¹⁶.

Au-delà de ce témoignage, le soulèvement des gilets jaunes doit être vu comme une reprise de contrôle des émotions face au « *manque de résonance* » ressenti dans le fait de n'être pas écouté par l'État (Kalaora, 2019). « *C'est formidable ici ! Je rencontre des gens que je croisais avant au supermarché, mais que je ne saluais jamais* », dit Michmuch, comme pour signifier que l'anonyme d'hier, pour ne pas dire « l'ennemi », redevient un voisin avec lequel on entretient une conversation bienveillante. À un journaliste de passage, José, retraité du bâtiment, déclare : « *Des tas de milieux se rencontrent ici. Des gens que tu n'aurais jamais vus autrement.* » Et au chercheur qui revient sur l'histoire de Senlis, Domu raconte : « *Par*

¹⁵ Sur les liens entre « résistance sous la domination » et « autodestruction », voir **Benoît Hazard**, « L'éthique des déclassés », *L'Homme* [En ligne], 167-168 | 2003, mis en ligne le 01 janvier 2005, URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/21545> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.21545>

¹⁶ Durant la séquence s'étalant de novembre 2018 à juin 2019, depuis les situations insurrectionnelles sur les Champs-Élysées, Domu n'aura que très rarement manqué la manifestation hebdomadaire des gilets jaunes à Paris.

rapport aux opinions politiques, il y a des gens dont on ne connaît pas le nom, et je ne cherche même pas à savoir quelles sont les opinions. Moi ce qui m'intéressait, c'était d'écouter la vie des gens. » Chargées d'émotions, ces évocations désignent ces « construits » (ralliements et ronds-points) comme des lieux de partage d'expériences où le sens du soulèvement résulte d'une confrontation de l'intime au collectif : chacun mesure son expérience individuelle, l'intime, à l'aune d'autres vies brisées, et en vient à réévaluer sa position par rapport à l'expérience de l'autre, pour produire un sens collectif. Or ce partage des vies a joué un rôle majeur dans la constitution de valeurs transverses, comme « la famille », « la fraternité », autrement dit dans le surgissement de « scènes communes », émancipées des valeurs et des cadres idéologiques préexistants. En s'affirmant comme des « sujets résonnants en mouvement » (Kalaora, 2019), les gilets jaunes produisent leurs propres catégories politiques à partir de l'analyse de leurs positions dans des interdépendances nécessaires à la réalisation du vivre. *In fine*, ces « *autoscopies collectives* » (Bouvier, 2011 : 79-82) se traduisent dans leurs mots d'ordre sans cesse renouvelés. En ce sens, ils mettent en œuvre un véritable travail de subjectivation politique.

L'espace-temps du quotidien

En décalage avec les formes instituées de la protestation et de la mobilisation, les espaces de la manifestation ont d'abord épousé les lignes de vie, les ressorts du quotidien, avant de devenir un mouvement d'occupation des ronds-points. Dans un premier temps, la colère est dirigée contre les radars automatiques de l'Oise, rapidement mis hors d'usage¹⁷. Emballés dans des sacs-poubelles, brûlés, passés à la bombe de peinture, ils sont aussi « tagués » des initiales « GJ », ou recouverts d'un gilet jaune les étreignant amoureusement, à l'aide de chatterton, ruban adhésif dont la réputation est faite dans le milieu de la bricole de voitures. Ces destructions redonnent de la couleur aux paysages atones des réseaux de circulation. Dans ce département scindé par le passage de l'autoroute A1, les débris se situent majoritairement sur les réseaux secondaires de l'ouest où le tissu périurbain est plus dense qu'à l'est. De proche en loin, cette protestation circulante, multiforme et clandestine, n'est pas sans faire écho aux mouvements luddites, si ce n'est que les machines prises pour cibles sont celles d'une modernité tardive. Le phénomène est si visible que l'ethnologue à la recherche de ces tribus « briseuses de machines » peut en faire un indice de repérage de groupes de gilets jaunes.

¹⁷ Le 2 décembre 2018, *Oise Hebdo* fait état de 44 radars hors d'usage.

Bien qu'une réunion préparatoire de blocage des péages se soit tenue à Senlis dès le 10 novembre 2018, les modes d'action restent pourtant peu uniformisés. Jusqu'au 17 novembre, seuls les véhicules, autres symboles de la mobilité au quotidien, deviennent le signe d'un ralliement massif lorsque commencent à fleurir des milliers de gilets jaunes sous les pare-brise des véhicules en circulation, comme si ce soulèvement était celui d'un peuple habitant en voiture. À Creil, à Saint-Martin Longueau, aux Ageux et à Compiègne, les points de ralliement sont des parkings, les bandes d'arrêt d'urgence de voies rapides et des échangeurs. Seules les petites agglomérations de Ressons, Arsy et Senlis, situées en bordure d'autoroute, envisagent de lever les barrières de péages :

« Et voilà le 17 novembre, rdv donné à 6h sur le parking d'Intermarché, les premières personnes arrivent et le groupe commence à prendre du volume : on atteint vite les 80 personnes avec une dizaine de poids lourds qui rejoignent nos rangs. Direction le péage de Bonsecours, les barrières sont vite levées, une heures après avec la venue de nouvelles personnes, nous prenons possession du péage de Chamant. Les effectifs sont vite multipliés », écrit le groupe de Senlis sur son réseau social.

En outre, ces actions ne restent pas spontanées et vont s'étaler tout au long de la semaine, avec des opérations escargot, les premières occupations de ronds-points, situés à proximité des zones commerciales, et la manifestation du samedi. Dans ce contexte, la répétition des actions sur les péages va ouvrir à de nouvelles interactions : la gendarmerie, les Renseignements généraux à la recherche de porte-parole, mais aussi les salariés des autoroutes. Lors de l'opération sur le péage de Chamant (24 novembre 2018), Domu explique qu'elle découvre, par la voix d'un gendarme, le caractère privé d'un parking attendant. Cette découverte renforce chez elle le sentiment, initialement construit à partir des répertoires du quotidien (la retraite, les Restos du cœur, la solidarité intergénérationnelle), d'une absence d'espace public et d'une dépossession par des intérêts politiques et privés. Plus largement, le partage et la répétition de ces expériences dans les situations d'affrontement produit un sens partagé à travers des mots, comme celui d'« oligarchie », que les gilets jaunes mobilisent dans leurs cadres d'interprétation. De sorte que l'on voit comment les déplacements dans les modes d'action, nommons-les des « actes », actualisent en permanence les objets et les cadres d'interprétation dans une espèce de matrice jaune. À travers ces « actes », les gilets jaunes co-construisent des savoirs, des formes émancipés, en ce sens qu'ils sont des construits autonomes résultants des logiques d'affrontement avec l'ordre social existant. Au fil du temps, cette confrontation en « acte » va produire un véritable dévoilement du monde et un glissement dans les revendications.

Ciblés par l'action des gilets jaunes, les péages en sont un autre exemple, comme le suggère Michmuch en recollant les pièces du puzzle :

« À Chamant, il y a deux péages : le gros péage et celui où 13 000 camions passent par jour. Le chiffre est énorme. Tu fais une petite comptabilité et tu essaies de voir ce que cela peut rapporter. Et la France n'en voit pas la couleur. Vinci et l'autre actionnaire... ils sont deux actionnaires. Par une personne travaillant au péage, j'ai appris qu'il y a un parking à Saint-Marc, utilisé uniquement pour stocker des camions. Ils viennent se garer la nuit. Tu as des caméras et une personne qui fait des rondes. C'est tout. Ce parking rapporte 400 000 euros par jour à Chamant. Un parking : 400 000 euros. Je te laisse faire le calcul à l'échelle de la France... Et après on nous dit qu'il n'y a pas d'argent. On a fabriqué des autoroutes qui sont à nous. Mais ce sont ces entreprises privées qui sont supposées entretenir les autoroutes et elles ne les entretiennent pas à 100 %. Donc cela veut dire que l'on continue de payer... Eux, ils prennent les cerises sur le gâteau et nous on continue de payer pour entretenir les autoroutes. Mais on marche sur la tête !! »

Ces témoignages désignent les ralliements comme une étape du soulèvement dont la caractéristique est qu'ils s'insèrent dans les flux de personnes et de biens, en passant par les installations nécessaires à la circulation et les moyens de transport eux-mêmes (la voiture), soit ces « non lieux de la sur-modernité » décrits par M. Augé (1992). Pourtant, dans ces espaces interstitiels, marges et lieux de mise en sécurité où ils habitent la mobilité au quotidien, les individus revêtus d'un gilet jaune vont se découvrir en situation d'insécurité. Là est tout le paradoxe jaune : c'est en épousant des formes de vie enracinées dans une pratique du quotidien que les gilets jaunes se rendent visibles.

Innovation sociale et politique, ou passage des modes d'action ?

Au retour de la manifestation parisienne du samedi 24 novembre 2018 (Acte 2), un gilet jaune de Senlis propose un barbecue sur le rond-point. Ce jour-là, les Champs-Élysées ressemblent à un champ de bataille. Tard dans la nuit, les esprits sont troublés dans les véhicules de covoiturage revenant de Paris. Les uns se sentent fiers et forts d'avoir provoqué une déflagration inédite au cœur des lieux de pouvoir, d'autres sont dans la sidération après cette journée passée à « être là » dans un déchaînement de violence. À Senlis, la fermeture du péage de Chamant pour le week-end avait exclu toute possibilité d'action locale. Et bien que certains soient restés dans l'Oise pour bloquer la barrière de Saint-Just-en-Chaussée, ou la zone commerciale de Clermont, les Senlisiens s'étaient massivement rendus à Paris. Mais quel que soit le lieu, la réponse de l'État est identique : tandis qu'à Paris, les gilets jaunes

subissaient une répression policière inédite, les tentatives d'occupation de l'Oise ont été évacuées *manu militari* par les unités de gendarmerie. Les gilets jaunes comprennent qu'ils vont s'installer dans un rapport de force d'une autre nature.

Dans ce contexte, quelques personnes se retrouvent sur le rond-point à proximité du grand péage de Chamant. Elles y passent la nuit, y mangent et y dorment dans une camionnette, raconte Michmuch :

« C'est là que l'on s'est dit : On va monter un camp. Ça commencé avec ce fameux tonneau qu'on a rempli de bois... Et puis, on a mis une petite tonnelle en essayant de mettre un plastique autour parce qu'il pleuvait des cordes... Et là, on prend conscience et on se dit : s'il faut tenir la journée et la nuit sous la tonnelle, ça va être dur. On a commencé à se poser des questions. Et puis, on s'est dit : holala, on ne peut pas rester comme ça dans une tonnelle. Donc l'histoire du rond-point, c'est d'abord qu'il y a des gens qui ont ramené des palettes, des bidons... Et puis, voilà, l'histoire a commencé à grandir. »

Selon Michmuch, l'occupation du rond-point ne relevait donc pas d'une action planifiée. Elle a émergé autour du brasero à l'initiative de personnes sans expérience politique antérieure. Le grand soir du 24 n'est pas advenu : « Que faire ? Comment continuer à exister ? »

Au petit matin, Domu raconte :

« Fin novembre, le mauvais temps arrivant... on avait des petites tonnelles. Et puis, quelqu'un a ramené une grande tonnelle. Et très vite des bâtisseurs sont arrivés. Ils avaient fait des appels par Internet pour avoir des palettes, du chauffage, des poêles, des gazinières... »

Et Michmuch ajoute :

« J'étais surpris de voir comment des Tristan et Damien faisaient des cabanes avec des palettes en deux heures de temps... Ils avaient du matériel, des agrafes, etc. Mais c'est surtout que tout le monde mettait la main à la pâte. On a retrouvé une sacrée solidarité, une fraternité on va dire. J'ai été surpris de voir comment le mouvement a pris de l'ampleur. »



Illustration I :

Brasero des gilets jaunes de Senlis.

Crédit Photo : Groupe gilet jaune de Senlis - Licence : Creative commons .

« *Bâtisseurs* », « *tonnelles* », « *cabanes* », « *palettes* », « *tonneaux* », « *bidons* », « *rouleaux de câbles* », « *braseros* » deviennent des éléments du décor et du lexique des gilets jaunes. Dans leur dimension matérielle, ces décors de palettes et de bidons sont loin d'être anecdotiques tant ils évoquent une servitude passée dans l'univers de la logistique. Et si les palettes sont utilisées pour les cabanes, elles finissent massivement dans les braseros du camp autour desquels on se réchauffe les mains :

« *Dès le premier jour, on avait trop de palettes. Je ne sais pas dire combien de centaines de palettes sont passées dans le brasero, mais ce qui est sûr c'est qu'elles y sont passées.* » (Michmuch, *ibid.*)

Pour l'anthropologue, ces « feux de joie » ne sont pas sans évoquer les formes de compétition dans la destruction observée dans les anciennes cérémonies du *potlatch*. À ceci près que les destructions ostentatoires ne concernent plus les biens de prestige, mais le matériel obsolète de la modernité tardive (les palettes, les déchets produits, les pneus, etc.). Pourtant tout n'est pas détruit dans le brasero, et parallèlement aux matériaux destinés à bâtir le camp, d'autres biens commencent à y être acheminés. Aux premières heures, les automobilistes « dé-pausent » des viennoiseries à ceux qui, majoritairement retraités, veillent sur le camp dans le froid glacial de décembre. Comme dans une surenchère, le rond-point devient incontournable dans l'espace urbain de Senlis. Ceux qui partent au travail font le détour pour offrir de la charcuterie et permettre aux occupants de tenir. Des petits entrepreneurs rapportent les tonnes d'aliments invendus, trouvés dans les zones commerciales

et industrielles alentour. Et ceux dont le frigo est vide découvrent l'abondance des invendus du « capital obscène ». Ils se chargent de les rendre visibles sur les réseaux sociaux. Devant cet étalage de nourriture, la réponse du rond-point va consister à resocialiser ces biens dans des logiques non marchandes et des pratiques conviviales. Dans un premier temps, le brasero reçoit les grillades, moments de convivialité durant lesquels les occupants conversent sur le monde. À la mi-décembre, le camp se dote d'une cuisine disposant d'éviers et d'un système d'évacuation des eaux. Début janvier 2019, le rond-point se transforme en « café-restaurant » des gilets jaunes.

Pour ces gilets des ronds-points, ces moments de partage, de « *fraternité retrouvée* » que Michmuch assimile à une solidarité « sacrée », constituent des pratiques d'échange aussi importantes que les assemblées, une forme de sociabilité où ils élaborent leurs propres catégories. Là se fabrique une partie du lexique des ronds-points, dans des savoirs pratiques (cuisiner un repas, construire des cabanes, trouver du bois pour les braseros, baliser l'autoroute pour mettre en place une action sur un péage, gérer le restaurant). Ici, la hiérarchie des savoirs et des diplômes est remplacée par les compétences et les savoir-faire que chacun apporte, comme le constate Marc, ancien militant de la CGT métallurgie, qui avoue effacer son étiquette syndicale pour se mettre en position d'apprenant. Dans leur dimension matérielle, les ronds-points sont une prise de parole, une « démocratie en acte », où les invisibles reprennent une place en renversant toutes les hiérarchies du savoir et de la connaissance. En outre, cette abolition des hiérarchies de savoirs va de pairs avec le fonctionnement horizontal dans les formes de délibération et les prises de décisions. Avec la nécessité de gérer la logistique (les flux de nourriture, par exemple), une ébauche d'organisation autonome va apparaître et des fonctions de trésorier, de chargé de relations presse, de secrétariat et d'intendance – lesquelles se voient attribuer un ou deux adjoints – sont définies. Largement investie par les retraités, cette organisation reste cependant subordonnée à la résolution de questions pratiques, comme le roulement des équipes en charge de la maintenance du camp, ou la rédaction d'une charte des règles de savoir-vivre sur le rond-point. Parfois, cette organisation gère les interférences avec d'autres entités plus invisibles, comme le service de renseignement territorial de Creil, présent sur le camp pour identifier les « leaders » et dont le représentant annonce : « Je suis là pour vous compter. » Et bien que, à deux reprises, les gilets jaunes aient tenté d'établir une coordination de l'Oise, les formes d'organisation ne dépasseront jamais l'échelle du rond-point.

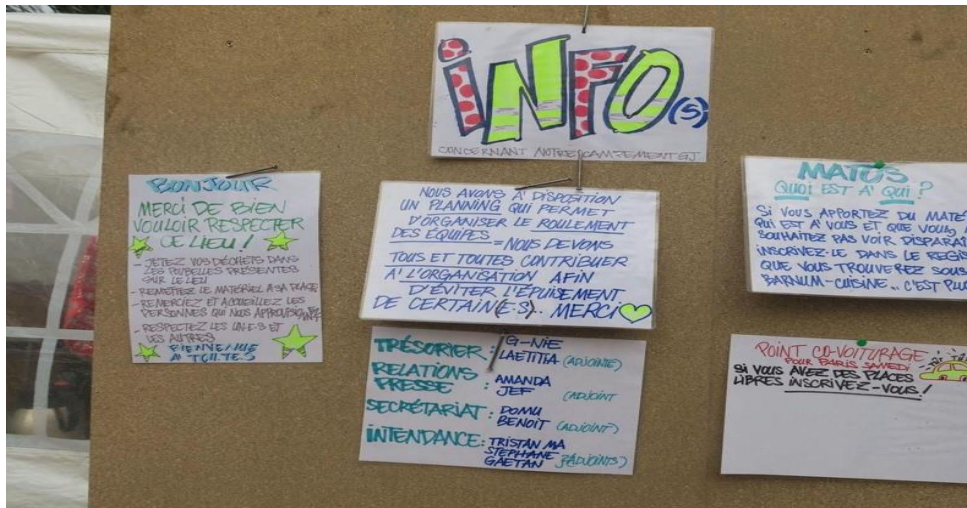


Illustration II :

Le « point info » du rond-point de Senlis.

Crédit Photo : Groupe gilet jaune de Senlis – Licence : Creative commons.

« Ceux qui peuvent courir vont à Paris, les autres lèvent les péages »

Au fil des semaines, les formes de l'action collective vont évoluer et parfois devenir source de tensions. Dans l'Oise, la « manifestation du samedi » devient un rituel, notamment les jours de manifestation nationale où un important cortège de « gilets jaunes 60 » est visible dans le corps à corps engagé avec le pouvoir. Début décembre, le rond-point est devenu un lieu de vie où 80 à 100 personnes se relaient nuit et jour. Les occupants ne bloquent pas la circulation, mais poursuivent leurs opérations hebdomadaires (« Ici, on libère le pouvoir d'achat ») consistant à ouvrir les péages. Mais après l'intervention d'E. Macron (10 décembre 2018), la consolidation de leur ancrage local va devenir une priorité. Le retrait de la taxe carbone n'est plus le mot d'ordre et la désaffection des routiers a eu raison d'une forme d'action : les opérations escargot et le blocage des réseaux de circulation. Dans ce contexte, les actions des Senlisiens vont s'inscrire de façon croissante, en réponse aux appels politiquement plus marqués, dans la « coordination action Île-de-France » :

« Avec l'arrivée des fêtes de fin d'année. Là, certains ont voulu faire le blocage des plateformes de logistique puisqu'on en a quelques-unes. Une brigade mobile des gilets jaunes de Senlis s'est montée, et elle a fait scission. En réalité, on est toujours en contact et les liens se renouent parce qu'eux-mêmes ont arrêté leurs activités... C'était très fatigant, épuisant, et parfois, ils se sont retrouvés avec personne. Ils se levaient très tôt et il n'y avait personne. »
(Domu, entretien, 27 juin 2019.)

Alors que les ronds-points s'installent dans le paysage, la stratégie du mouvement fait question : les uns y voient un contre-pouvoir capable d'autonomie, cependant que d'autres,

amarrés à la stratégie de blocage de l'économie à l'approche de la « trêve des confiseurs », vont y épuiser leurs forces. Ces visions concurrentes de la stratégie de mobilisation traduisent aussi une première érosion de la base sociale du mouvement.

Yaya, divin enfant du rond-point

Dans la chronologie du mouvement, les fêtes de fin d'année restent un moment mémorable pour ceux de Senlis. Rituel annuel de réunion des familles, la « trêve des confiseurs » va prendre le chemin de « La Famille » du rond-point. Au soir du 31 décembre 2018, une trentaine de gilets jaunes s'est donné rendez-vous. Comme à Noël, ils transforment ce rituel de passage du temps en un moment de mobilisation. Plutôt que de s'inscrire dans une conception du temps dans laquelle l'ordre social est suspendu à l'arrivée de la « nouvelle année », ils restent ensemble, comme pour signifier que le temps est arrêté tant que les frigos sont vides pour les familles. Et comme un signe prémonitoire, au petit matin d'une nouvelle nuit passée sur le rond-point, Domu raconte avec l'émotion de la condition humaine:

« Le 1^{er} janvier 2020, on a vu arriver un monsieur avec toute sa vie dans sa voiture : Yaya. On l'a accueilli et on l'a logé dans une des cabanes... Après, on a fait une cabane spéciale pour Yaya. Et puis une personne a lancé sur un groupe Facebook qu'on avait besoin d'un boulot pour cette personne. Donc entre le 1^{er} janvier et le 12 mars, quand le camp a été démantelé, Yaya a trouvé un boulot et il a trouvé un logement. C'est la belle histoire du rond-point de Senlis... »

Pour les Senlisiens, Yaya va alors devenir la preuve par les « actes » que l'inclusivité dépasse les catégories politiques vides des gouvernants. Mais qu'à cela ne tienne, les services de l'État, par le biais de la Direction interdépartementale de l'équipement, vont entreprendre la destruction programmée de cette fraternité. Menacés d'avoir à prendre en charge les frais de nettoyage du rond-point, les Senlisiens sont contraints de quitter les lieux, sous l'apparence d'un départ volontaire et négocié (12 mars 2019). Sans revenir sur les discussions animées autour de l'évacuation volontaire, Domu résumera cet épisode :

« Finalement, ce camp nous tenait. Il nous empêchait de faire des actions à droite à gauche. Ce lieu de vie commune drainait plus de 100 personnes, soit autant d'électrons libres

désormais dans la nature. Ils ont voulu nous rendre invisibles mais les actions vont reprendre de plus belle. On ne faisait plus rien à Senlis jusqu'à présent. Mais la donne a changé. »

Le rond-point comme pratique d'assemblée : Beauvais

À Beauvais, c'est sur le parking aux abords de l'usine Froneri (ex-Nestlé) que le ralliement s'organise. Là, un rendez-vous, présenté comme la « *distribution des consignes* » est donné pour le 17 novembre 2018 à 7 h 30. Immédiatement, la mobilisation prend la forme d'un blocage des axes de circulation à partir de l'occupation de points stratégiques : le rond-point d'Allonne et celui du Haut-Villé. Situé au sud de Beauvais, le premier point de blocage se trouve entre le péage de l'autoroute A16 et la zone commerciale d'Allonne sur un axe drainant les flux de circulation en direction de Paris ; le second s'installe dans le nord de la ville, sur le rond-point reliant le parc Marcel-Dassault, une zone d'activité comprenant ses hôtels interchangeable et ses cités populaires, et la zone d'aéroport du Tillé, privatisée par les compagnies aériennes à bas coût.

Dans cette ville paisible, habitée par les classes moyennes, les premiers ralliements comptent 300 personnes. Siège de la préfecture de l'Oise et de la permanence du député LREM, Beauvais devient rapidement un lieu de rassemblements chargé d'une symbolique forte dans le face-à-face entre les gilets jaunes et le gouvernement. Les premières manifestations départementales de l'Oise réunissent 2 000 personnes, et les réseaux sociaux des gilets jaunes de Beauvais arborent 7 000 soutiens. Comme partout, la base sociale du mouvement est très hétérogène, même si les gilets jaunes sous les pare-brise sont plus visibles à la périphérie de la ville et dans les localités connexes. À Beauvais, les gilets jaunes sont issus des notabilités locales (comme A., premier blessé à l'œil sur les Champs-Élysées, et fils d'une « grande famille » bourgeoise beauvaisienne), de la jeunesse des cités installées en périphérie, de la tranche d'âge des actifs comprise entre 40 et 50 ans et des retraités qui, là aussi, tiennent un rôle central dans l'organisation. Brigitte et Michel font partie de ces derniers : ils disent avoir « *eu la chance de travailler dans leur vie* » et disposer « *d'une bonne retraite* ». Composite, ce groupe n'en affiche pas moins une unité forte et déterminée qu'il saura préserver par l'absence de discorde entre ses membres, d'obédiences politiques variées, et la tolérance dont font preuve les pacifistes vis-à-vis des partisans des actions « violentes » (et réciproquement). Bien qu'ils soient présents en nombre, les gilets jaunes des ronds-points du Haut-Villé et d'Allonne sont délogés par les forces de l'ordre dès la deuxième semaine d'occupation, comme le rappelle Michel décrivant le contexte :

« C'est un endroit particulièrement difficile, l'Oise. Apparemment, notre préfet n'aime pas trop le jaune. On est plus que chassé. Depuis le début, toutes les manifestations là-bas sont assez violentes. »¹⁸

Ces relations difficiles avec les autorités - à la différence de ce qui s'est passé à Senlis, où le maintien d'un dialogue avec les forces de police avait permis des aménagements - vont influencer sur la configuration locale du mouvement. À la préfecture, les autorités vont opposer un refus de dialogue et ordonner l'évacuation quasi-immédiate des ronds-points du Tillé et d'Allonne. Dans ce contexte, l'installation des gilets jaunes sur un terrain privé va se poser très tôt. Curieusement, les élus locaux vont prendre le relais des représentants de l'État, et permettre aux gilets jaunes de s'installer : le maire d'Allonne autorise le groupe, évacué du rond-point de la zone commerciale, à trouver refuge sur un terrain communal. À Beauvais, l'édile ouvre un parking de la ville pour le groupe du Tillé. Si ces positions sont loin d'être des ralliements, elles font état du hiatus entre les représentations construites au sommet de l'État et la réalité sur le terrain. Alors que le maire d'Allonne souhaite permettre à des « *citoyens ordinaires d'exprimer des revendications dans un cadre démocratique* », celui de Beauvais exprime une position de modération, prenant en considération le droit fondamental à manifester¹⁹. Ces éléments attestent donc du rôle joué par des élus locaux, souvent issus des petites communes, consistant notamment à remplacer les corps intermédiaires entre le mouvement social et l'État. Ils donnent aussi à voir un effondrement de la pyramide démocratique : les préfets, représentants de l'État dans les territoires, se trouvent réduits à ne remplir qu'une fonction de police.

Cette intervention des élus locaux questionne la capacité du mouvement à s'émanciper des pouvoirs politiques autant qu'à produire sa dynamique d'autonomie. Sans revenir dans le détail, les gilets jaunes de Beauvais vont rapidement prendre conscience que l'installation sur un terrain « semi-privé », juridiquement plus difficilement contestable que le fait d'occuper un terrain public, joue aussi en faveur d'une fixation du mouvement dans une stratégie policière de « nasse », autrement dit de fixation des problèmes dans un espace circonscrit. Quatre mois après le début du soulèvement, les gilets jaunes sont enfermés sur le rond-point. Même si celui-ci demeure un espace permettant d'entretenir une sociabilité ostensible, à défaut de pouvoir manifester, ils n'arrivent plus à sortir de cet espace pour mobiliser. Conscient de cet

¹⁸ Entretien avec Michel Audidier, gilet jaune de Beauvais, juin 2019.

¹⁹ Voir *Le Courrier picard*, 21 décembre 2018.

obstacle, le rond-point va progressivement engager une transition vers des pratiques d'assemblée ayant pour cadre le « vrai débat ».

« Mettre toutes les pièces du puzzle ensemble »

Le 30 mars 2019, les gilets jaunes de Beauvais se retrouvent pour un « Vrai Grand Débat ». L'assemblée se tient un dimanche dans un gymnase où sont réunies une trentaine de personnes parmi lesquelles les gilets jaunes du rond-point, mais aussi de simples citoyens venus s'informer. L'objet de cette réunion publique est d'écrire les solutions à la situation de crise révélée. Conçue comme un moment de réflexivité dans l'action, cette réunion constitue le point de départ d'une transition des ronds-points vers les pratiques d'assemblée. La veille (29 mars 2019), la manifestation départementale sur le rond-point du Tillé a été un échec, que Michel résume ainsi :

« On était 300 à la dernière manif. sur le rond-point du Tillé. Ils ont utilisé toutes leurs cartouches de gaz en dix minutes. C'est là, qu'on a décidé qu'il nous fallait trouver un système pour pérenniser sur Beauvais²⁰. »

Débuté à 9 heures, le rassemblement est totalement disloqué après quelques minutes. Dans la matinée, les incidents se poursuivent dans un jeu du chat et de la souris. D'abord dans la cité voisine, où les gilets jaunes vont trouver refuge, avant d'en être à nouveau délogés à grand renfort de gaz lacrymogène ; puis dans le centre-ville de Beauvais où, cette fois, les forces de l'ordre lâchent les chiens sur les manifestants. Fin de partie. Le rassemblement n'a pu avoir lieu. Ce jour-là, D. R., Beauvaisien et membre de la coordination de l'Oise, se voit signifier une mise en garde à vue pour la semaine suivante. Lors de l'opération sur l'aéroport du Tillé, un gilet jaune, aussi âgée que déterminée, s'est fait arrêter en plein champ. Au cours d'un interrogatoire, sans doute intimidant, elle donne un nom. La coordination de l'Oise vole à nouveau en éclat face à l'obstruction programmée des forces de police.

Dès lors, la question de la poursuite des ronds-points se pose dans un contexte où les gilets jaunes se sentent piégés par le traitement médiatique, qui ne laisse transparaître que la violence qu'ils subissent. « *Comment redéfinir une stratégie de communication* » dans un

²⁰ Michel Audidier, Juin 2019.

contexte que les acteurs perçoivent eux-mêmes comme relevant de la « post-vérité²¹ » ? Dans l’Oise, le mouvement est à nouveau miné par des risques de division interne : « *Quand on se rencontre actuellement, on est divisé en termes de cause* », me dira Michel sur le rond-point du Tillé. La veille, lors du rassemblement qui avait eu lieu sur ce même rond-point, plusieurs gilets jaunes avaient renoncé à aller au contact des forces de l’ordre. Cette manifestation régionale n’ayant réuni que 300 personnes, les gilets jaunes de mars 2019 comprennent qu’une partie de leur base sociale n’est plus présente.

Rétrospectivement, Michel analyse ce moment en constatant que l’unité du groupe d’Allonne reposait sur deux leitmotiv : d’un côté, le fait d’apparaître comme un « *contre-pouvoir* », et de l’autre, celui de revendiquer « *un pouvoir vivre* »²². Sans revenir sur le premier leitmotiv, l’élaboration de la catégorie du « pouvoir vivre » montre comment les horizons politiques vont se déplacer :

« On ne parle pas de pouvoir d’achat. On parle d’un pouvoir vivre. Comme on l’a dit, nous on ne veut rien acheter. Arrêtez avec votre société de consommation de merde, on s’en fout ! Nous ce que l’on veut c’est vivre !! Le “pouvoir vivre”, c’est quoi ? C’est le droit d’être logé, le droit d’être chauffé, d’être vêtu pour sortir dans la rue. On n’est pas né pour aller au boulot, rentrer le soir et, le week-end, laisser les gamins enfermés à la maison parce qu’il n’y a pas un rond pour les emmener une fois par mois au cinéma. Donc je parle de pouvoir vivre. »

Dans ce témoignage, il résume le travail mené pour déconstruire les catégories visant à décrire leurs conditions de vie. Pour lui, parler de « pouvoir vivre », plutôt que de « pouvoir d’achat », permet de tenir compte de la présence de personnes sans expérience politique antérieure et de s’unir autour d’un consensus minimal exprimé dans un langage commun, « *l’étiquette du peuple et du citoyen* », comme l’appellent ceux d’Allonne. Partir du langage des gilets jaunes permet donc d’intégrer la diversité des demandes individuelles dans les revendications. Ce déplacement ouvre à la compréhension des glissements progressifs dans la formulation des revendications, et rend compte des inflexions qui traversent le mouvement dans le temps. Alors que les Senlisiens de décembre « libéraient le pouvoir d’achat » dans une

²¹ Le médiateur utilise ces termes : « *Comment redéfinir une stratégie de communication face à une propagande médiatique dont le seul but est de faire de l’audimat, aux informations différentes sur Internet, à la loi des fake news ?* »

²² « *Finalemment, si on est dans la rue, ce n’est pas plus contre Macron que contre Hollande ou Sarko. C’est contre tous ceux-là. Depuis longtemps, ils sont nos ennemis. Finalemment, on a un ennemi qui s’appelle l’État. Aujourd’hui, on a un gouvernement et un peuple. Et le gouvernement est entré en guerre avec le peuple. Partant, nous, les gilets jaunes, on a dit : « on est un contre-pouvoir ». Mettez qui vous voulez... Mais tant que vous ne ferez pas ce qu’il faut nous ferons tout pour vous sortir. Notre idée, elle est là. » (Michel, Entretien, 27 juin 2019, MSH Paris Nord.)*

temporalité immédiate, celle du quotidien, les Beauvaisiens du mois de mars énoncent la nécessité plus radicale d'un « pouvoir vivre », comme vision d'une société plus juste.

Dans ce contexte, l'Assemblée va prendre une tournure réflexive sur le mouvement et sur la possibilité de le faire perdurer. Dans le gymnase, l'assemblée est assise face à un animateur-médiateur, équipé d'un micro-casque. Derrière lui, une femme, tient un feutre noir et reporte les « solutions » pour « créer un chemin » sur un tableau blanc. Brigitte, gilet jaune d'Allonne et conseillère municipale de Noailles, interprète cet exercice de « démocratie directe », comme une réitération des cahiers de doléances. Pour elle, les solutions sont dans les doléances ; elles constituent des « revendications » qui ne se limitent pas aux huit questions du « Grand Débat national » lancé par E. Macron. Puis l'élue ajoute : « *Le problème est dans la question de la représentation. Nous ne sommes représentés par personne. Il n'y a actuellement personne pour qui on ait envie de voter et la majorité des gens n'y croient plus.* » Le médiateur résume le propos sur le tableau : « *représentativité des élus* » et « *confiance* ». L'assemblée acquiesce et valide la reformulation. Une autre personne ajoute : « *Le problème n'est pas seulement celui de la représentativité et de la confiance, mais c'est que nous créons des personnes asservies à l'oligarchie.* » Au milieu du charivari, le médiateur cherche à clarifier son intervention. Plutôt que de reprendre le terme obscurcissant d'« oligarchie », il l'explicite en pointant le rôle antidémocratique qu'exercent les « lobbies » dans la construction de la décision publique. Il résume et fait valider la reformulation par l'assemblée. Et puisque le décor est campé, il suggère qu'une revendication émergente pourrait consister à redéfinir le statut et la fonction de l' élu, afin qu'il soit dans un rapport d'indépendance face aux groupes de pression et, de ce fait, non sujet aux « conflits d'intérêt » : « *En fait, tous les cinq ans, on nous fait des promesses jamais tenues. Mais la question pourrait être de savoir si on rejette les pratiques du lobbying, ou si à l'inverse, nous construisons une revendication autour de la création d'un espace de lobbying citoyen, avec nos moyens*²³. »

Cette assemblée montre que les ronds-points n'ont pas été l'unique lieu d'une forme de démocratie directe. La mise en commun des savoirs et des expériences, des énoncés et de leurs contradictions, permet à chacun d'apporter une pièce du puzzle à reconstruire. Cette maïeutique conduit à reformuler la question de la reprise de parole des « sans-parts », en partant de leurs propres catégories. Chaque pièce construit un dévoilement du monde et, dans le cas de l'assemblée de Beauvais, contribue à l'élaboration de propositions alternatives.

²³ Carnet de terrain, Benoit Hazard, 30 Mars 2019.

Dans cette pratique d'assemblée, c'est donc un véritable travail de subjectivation politique et, *de facto*, d'ouverture des possibles qui est à l'œuvre.

S'associer autrement : la création d'une association collégiale.

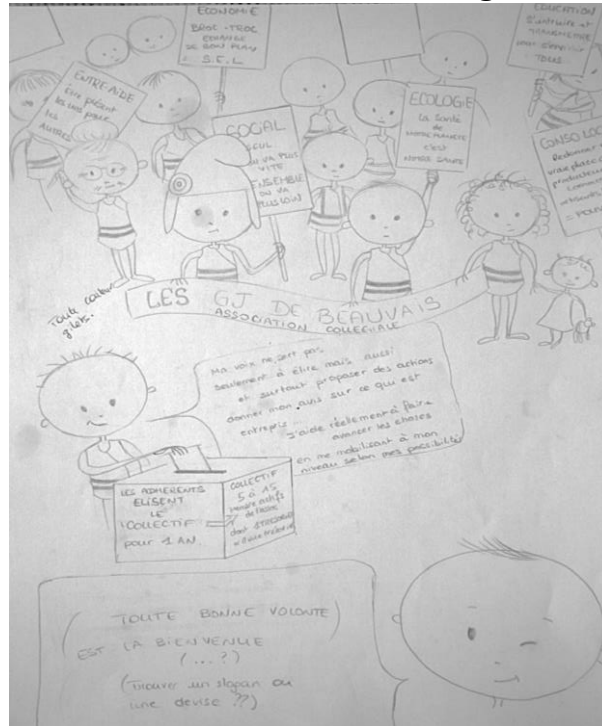


Illustration III :

Esquisse d'affiche des gilets jaunes de Beauvais.
Crédit Photo : Benoit Hazard, CNRS.

Alors que la question de la création d'un « *espace de lobbying citoyen* » traverse l'assemblée du mois de mars, les interrogations posées à plus long terme et le sentiment d'une impasse vont se traduire par la création d'une association collégiale.

Dans le groupe d'Allonne, la présence de producteurs agricoles locaux retient l'attention. Les assemblées font progressivement émerger le projet d'une intervention dans la sphère de l'économie à partir de circuits courts liant l'approvisionnement des villes et les petits agriculteurs locaux. Comme une alternative à l'échec de la logique insurrectionnelle, ce projet nourrit une réflexion sur la manière de « court-circuiter » la financiarisation de l'économie – ici, les agriculteurs tenus par les emprunts – à partir de la mise en place de réseaux d'échange solidaires. Sans préjuger ni du réalisme, ni de la faisabilité du projet, il fait ressurgir les principes, sinon de l'autonomie, tout au moins d'une « économie autogérée » à petite échelle.



Illustration IV :

Le moment du vote.

Crédit photo : Benoit Hazard, CNRS.

Dans ce dessein, les gilets jaunes vont se constituer en association collégiale :

« On a décidé de se constituer sous la forme d'une association collégiale. De cette façon, il n'y avait pas de président, ni de trésorier, ni même de vice-trésorier, même si pour des raisons pratiques, nous avons décidé d'avoir un trésorier et un vice... ce qui permet à tout le monde d'avoir la parole. On s'arrange le mieux possible pour que tout soit à l'horizontale », raconte Michel.

Selon lui, l'association doit permettre d'inscrire de façon pérenne les modes de fonctionnement des gilets jaunes dans d'autres espaces institués. Face aux interdictions de manifestations, ils se projettent dans la possibilité de se rendre visibles dans de nouveaux espaces (marché, salle municipale, etc.). Pour cette raison, l'association suit un modèle collégial, conforme aux principes d'horizontalité et de refus de la hiérarchie qui animent le mouvement. Mais il s'agit aussi de faire perdurer sa créativité, comme par exemple, les modalités de vote des décisions en assemblée. Dans l'association, le vote utilise un système de cartes de couleur (jaune = pour, blanche = abstention, rouge = contre, avec la contrainte d'expliquer son vote et la possibilité de faire une autre proposition), initié lors du mouvement Nuit debout, ce qui témoigne, en passant, des circulations et emprunts à d'autres mouvements. La forme collégiale répond au principe d'horizontalité exprimé par la volonté de respecter la parole de chacun dans ses formes les plus diverses, depuis les moments de délibération jusqu'aux prises de décisions. De la même façon, les Allonnais imaginent l'association comme un véritable lieu de confrontation des savoirs dans lequel ils se proposent de créer

« *des départements* », comme celui consacré à l'écriture d'une histoire du mouvement sous forme de contes et de bandes dessinées.

Pour autant, l'institutionnalisation du groupe d'Allonne sous la forme d'une association collégiale ne va pas se faire sans rencontrer d'obstacles. D'une part, ce projet va se heurter aux limites imposées aux associations instituées par la loi de 1901, qui donne le droit de s'associer à la condition que l'association ne poursuive pas de but politique. D'autre part, il sera freiné lorsque les membres du groupe comprendront que les statuts ne sont rien sans les systèmes d'assurances qui les accompagnent, et que l'intitulé « gilet jaune » essuie les refus des compagnies. À nouveau les gilets jaunes mettent à l'épreuve la possibilité pour des individus de s'associer à la fois hors des formes politiques préconstruites et dans l'espace juridique et démocratique. Qu'à cela ne tienne : les gilets jaunes d'Allonne deviendront « Le Génie jaune de Beauvais ».



Illustration V :

Esquisse de la mascotte des gilets jaunes de Beauvais.
Crédit photo : Benoit Hazard, CNRS.

Épilogue : la jolie môme du Bois de Lihus

« En mai, fais ce qu'il te plaît ». À la veille des élections européennes, les gilets de l'Oise se sont donné rendez-vous pour un grand banquet à la cabane du Bois de Lihus (19 mai 2019). Là, Vincent, Claude, Jean et leurs compagnons du début achèvent un long périple commencé dans le froid de décembre au péage d'Arcy. Dans leur longue marche sur les sentiers de l'Oise, ces « hommes des bois », comme ils aiment à se présenter, se sont arrêtés pour tenir le péage de Chevières, avant de battre en retraite vers une station Total désaffectée, située face au rond-point du Bois de Lihus. Là, ils se sont installés sous la bannière des « *Gaulois réfractaires* » qui trône sur le toit du « *palais de l'Alyzée* » – le nom qu'ils ont donné à leur

cabane. À ces gilets jaunes ruraux, sociologiquement inclassables, tant ils représentent une contre-culture où se mêlent une marginalité assumée, des héritages « hippies », d'anciens taulards et une lucidité froide sur le monde, viennent se joindre d'autres « irréductibles », chassés de leurs ronds-points et de leurs cabanes. Invitée d'honneur en ce jour de banquet, la compagnie Jolie Môme, venue du théâtre La Belle Étoile, se charge de faire le spectacle pour l'occasion. Pour ceux de Lihus, ce sera le dernier, avant qu'ils ne reviennent, un beau matin de la fin juin, pour graver dignement sur le sol : « Ici, fut crée une Maison du peuple ! »



Illustration VI

La cabane le jour de sa destruction.

Crédit photo : Groupe du Bois de Lihus – Licence : Creative commons

Sur le rond-point, des rangées de tables sont alignées le long des pompes à essence désaffectées. Dans un crachotement de basses, le coffre d'une voiture libère en boucle la compil des gilets jaunes, allant de La Cagoule à DIST1 en passant par les remix d'Aya Nakamura. L'univers sonore où les standards de la consommation musicale de masse servent de bande-son aux paroles des gilets jaunes campe le décor d'une utopie en acte. Pour ce grand banquet, les groupes de l'Oise, ceux des Ageux, de Compiègne, de Liancourt, de Clermont, ont apporté les barbecues. Et comme pour illustrer une forme de coopération entre les groupes, chaque rond-point grille ses saucisses, merguez et tranches de lard, selon une division du travail bien ordonnée. Pourtant, depuis le mois d'avril, le décor a un peu changé. Les étendues de colza jaune, visibles à perte de vue au début du printemps, comme si sols et plantes étaient aussi contaminés par l'ère de la fin du pétrole, ont fané. Et certains manquent à l'appel. Michmuch de Senlis n'est pas venu avec son barbecue et son mémorable bonnet

jaune. Endossant sa chasuble, il est parti se ressourcer seul sur le chemin du pèlerinage de Compostelle.

Au milieu du rond-point, Jean, immuable « homme des bois » et fidèle compagnon, a de nouveau sévi de ses « *mains qui parlent* », en construisant une estrade en bois avec ce qu'il restait de palettes. Dans l'espace du rond-point, l'édifice est si imposant qu'il vaut bien plus que n'importe quel discours. À l'origine, l'estrade était prévue pour le mariage jaune de deux gilets de Liancourt, venus trouver refuge au Bois de Lihus. Nommons-les Léo et Léa. Après que Léo avait trouvé une autre jolie môme, et s'était séparé de Lola (gilet jaune de Liancourt), l'assemblage volage avait profondément divisé « la famille » de Liancourt. L'une des conséquences de cette division fut la réorientation de la stratégie du groupe, qui amena le rond-point de Liancourt à devenir une maraude gilet jaune.

Vincent avait imaginé le scénario de la cérémonie en référence aux « mariages républicains ». Celui-ci devait prendre une forme carnavalesque. Les mariés se tiendraient sur l'estrade costumés, l'un en Robin des Bois, l'autre en Marianne. Et devant l'assemblée des gilets de l'Oise, ils seraient unis par le Frère Tuck. L'annonce en avait été faite à l'occasion d'un précédent banquet, qui s'était tenu au moment de l'opération de reprise des ronds-points (4 mai 2019). Les gilets s'étaient mis au travail et, plusieurs semaines durant, le projet de mariage jaune, avait permis d'occuper la vie quotidienne du rond-point. Ils s'étaient cotisés pour la cérémonie et, à l'intérieur du « palais de l'Alyzé », les femmes avaient ouvert un cahier de compte et de décompte des préparatifs du mariage. Une couturière était à la tâche, pour coudre à la main une magnifique robe de mariée. Mais deux semaines avant la cérémonie, Léo devait faire voler en éclat l'assemblage volage et le mariage jaune du Bois de Lihus. Compte tenu de l'investissement de chacun, le mariage s'est transformé en « une grande fête citoyenne » des gilets jaunes. Et pour fêter les six mois du mouvement, il a été décidé que la compagnie Jolie Môme occuperait le haut de l'affiche pour un atelier - fanfare.

Comme à l'habitude, la journée du 19 mai 2019 se déroule dans une atmosphère conviviale. Informés par la presse locale, les gilets jaunes sont au rendez-vous et la compagnie Jolie Môme a agrémenté ses oripeaux rouges et noirs de chasubles jaune fluo. Mais en fin d'après-midi, la fête est interrompue par l'acteur Dieudonné, connu pour ses positions situées à l'extrême droite. Dans l'un des gestes provocants dont il fait commerce, il sème le désordre en venant sur le rond-point. La compagnie Jolie Môme plie bagage, laissant Vincent, comme il le confiera plus tard, « les mains dans le cambouis ». En réalité, les gilets jaunes du rond-point étaient au courant de la venue du personnage et en avaient discuté quelques jours auparavant en assemblée. Mais la question n'avait pu être tranchée, au motif, avancé par une partie des

acteurs du rond-point, que personne ne pouvait se voir interdire l'accès à un rond-point. Alors que la démarche inclusive avait permis d'éloigner le lieu du politique de ses formes populistes, elles s'y sont à nouveau immiscés, profitant de l'ouverture qui le caractérise.

Dans l'envers du décor, ce moment de vie sur le rond-point illustre comment le concept de « famille », dans sa définition inclusive, est devenue une réalité sur certains ronds-points. En rupture avec ceux de Liancourt, les deux « transfuges » avaient trouvé un vrai refuge auprès de ceux du Bois de Lihus, qui les avaient adoptés comme « les leurs », sans porter de jugement moral sur le passé de l'un et de l'autre, et en les accompagnant au contraire dans leurs désirs ou leur devenir. Mais cet épisode éclaire aussi les limites de la vie sociale dans le quotidien de ces formes d'occupation. Dans le cas du rond-point du Bois de Lihus, la persistance de la cabane et la cohésion du groupe tenaient très largement au fait que la temporalité du rond-point s'organisait autour de projets imaginés et réalisés ensemble (banquet, projection cinématographique, spectacles, mariage), auxquels chacun pouvait collaborer en étant sur le rond-point et en y faisant quelque chose avec les autres. L'investissement de chacun – celui de Jean dans la construction de la cabane, puis de l'estrade, celui d'une couturière pour la fabrication de la robe de mariée, celui des femmes du rond-point dans la comptabilité et les préparatifs du mariage, ou encore celui des différents groupes de l'Oise dans la restauration – lui permettait de trouver son utilité sociale sur le rond-point. Or c'est bien cette « utilité sociale », contenue dans la revendication du « *droit de vivre de/par son travail* », qui leur était déniée au moment du soulèvement contre la taxe carbone. En comparaison d'autres ronds-points, la longévité de celui du Bois de Lihus tient au fait que la force des liens créés entre les personnes entrain en résonance avec cette question. En ce sens, ce rond-point a pu agir comme un véritable lieu de socialisation où la force des liens redéfinissait les frontières du « eux » et du « nous » autour d'une dignité morale. Loin de ne constituer qu'un ensemble d'activités menées pour maintenir l'unité des gilets jaunes, l'investissement dans des formes esthétiques, comme la mise en scène d'un mariage, s'inscrit dans une quête quotidienne de reconstruction de la dignité des personnes à travers la mobilisation de catégories de sens (de sens pratiques ?) qui déplacent le lieu, l'objet même du politique.

*

* *

Au terme de cette incursion dans l'univers des « foules haineuses » de l'Oise, le soulèvement des gilets jaunes nous semble se déplacer dans un au-delà du mouvement des ronds-points. En partant de l'observation des ralliements qui précèdent le moment des ronds-points, on peut constater un déplacement des lieux de fabrique du politique depuis les formes instituées de la mobilisation vers le quotidien comme fabrique d'un dévoilement du monde. Si le registre des affects agrège des composantes hétérogènes de la société française, ces « construits » vont se former à partir d'une reprise du contrôle de leurs émotions, d'une disruption dans un capitalisme des affects où l'essor du numérique est l'ultime extension d'une société bureaucratique de consommation dirigée. Dans les périphéries urbaines et rurales de l'Oise, ce retournement de situation s'est construit à partir de la mise en commun des expériences et des espaces de vie, du quotidien de ceux qui restent, pour se cristalliser ensuite sous la forme du rond-point. En ce sens, les ronds-points traduisent une resocialisation du politique, avant même d'être une repolitisation.

Cette resocialisation, forgée dans le registre des expériences partagées et de l'affrontement, forme le creuset dans lequel les gilets jaunes vont produire leurs cadres d'interprétation et mettre en travail leurs propres catégories politiques. Si la notion de « famille » émerge comme une catégorie politique – ce qui peut surprendre –, c'est parce qu'elle ouvre aux associations et aux rassemblements en plaçant, à partir des catégories de sens commun, la production du lien social (« la fraternité ») au cœur du projet des ronds-points. Or cette catégorie de sens déjoue toutes les divisions du monde social et politique qui structuraient les mobilisations. Partant, les ronds-points et pratiques d'assemblée vont faire émerger d'autres catégories (« autonomie », « contre-pouvoir », « pouvoir vivre ») qui, dans la durée, relèvent autant d'un travail de réappropriation de concept politique (« autonomie », « contre-pouvoir ») dans des enjeux contemporains, que de l'activité réflexive du mouvement sur lui-même (« pouvoir vivre »). En ce sens, le soulèvement des gilets jaunes marque bien une irruption inédite des « sans parts » dans le paysage politique. Support d'une véritable subjectivation politique, il annonce les métamorphoses politiques en cours face à un capital abstrait, qui dans sa capacité d'extension infini, n'en est pas moins devenu obscène pour la condition humaine.

Bibliographie

- AGRIKOLIANSKI Éric et ALDRIN Philippe, « Le mouvement des Gilet Jaunes : un apprentissage en pratiques(s) de la politique ? », *Politix*, vol. 4, n° 128, 2020, p. 143-177.
- AUGÉ Marc, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Le Seuil, 1992.
- BOUVIER Pierre, *De la socioanthropologie*, Paris, Galilée, 2011.
- CHALLIEZ Raphaël, *Rencontres aux ronds-points, La vie des idées*, 2019.
- COHEN Yves, *La démocratie de la place publique, Politika*, 2019.
- CONFAVREUX Joseph, *Le fond de l'air est jaune*, Seuil, 2019.
- DEPRAZ Samuel, « La France contrainte des Gilets Jaunes », *AOC*, n° 12, 2018.
- DUPEUX Yves, « Le peuple des Gilets Jaunes », *Ligne*, n° 59, 2019, p. 147-162.
- COQUART Benoît, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La découverte, 2019.
- FARBIAS Patrick, *Les Gilets Jaunes. Documents et Textes*, Éditions du Croquant, 2018.
- FAUTRIER Pascale, *La vie en Jaune*, Vauvert, Au Diable Vauvert, 2019.
- GOURGUES Guillaume, « Sans part », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013. URL : <http://www.dicopart.fr/fr/dico/sans-part>.
- GWIAZDZINSKI Luc, « Le rond-point totem, média et place publique », *Multitudes*, n° 74, 2019.
- GWIAZDZINSKI Luc et FLORIS Bernard, *Sur la vague Jaune : l'utopie des ronds-points, Grenoble*, Elya, 2019.
- HAYAT Samuel « l'économie morale et le pouvoir », in CONFAVREUX J., *Le fond de l'air est jaune*, Paris, Seuil, 2019.
- ILLOUZ Eva, *La fin de l'amour. Enquête sur le désarroi contemporain*, Paris, Seuil, 2019.
- JEANPIERRE Laurent, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte, 2019.
- LEFEBVRE Henri, *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Galimard, 1968.
- NOIRIEL Gerard, *Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours*, Agone, 2018

NOIRIEL Gérard, *Gilets jaunes : « Jacquerie », un terme condescendant et péjoratif*, France Culture, 27 novembre 2018.

RAIMBAULT Nicolas, « Le développement logistique des grandes périphéries métropolitaines : régimes (péri)urbains et privatisation silencieuse de la production des espaces logistiques », *Métropoles*, n° 21 , 2017.

RANCIÈRE Jacques, *Aux bords du politique*, Paris, La Fabrique, 1998, p. 65.

RANCIÈRE, Jacques, *La méésentente*. Politique et philosophie, Paris, Galilée, 2015.

ROGOZINSKI Jacob, « Démocratie sauvage », *Ligne*, n° 59, 2019, p. 23-36.

ROSA Hartmut, *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris, La Découverte, 2012.

ROSA Hartmut, *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, Paris, La Découverte, coll. « Théorie critique », 2018, 536 p.

SCOTT James C. *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne.*, Paris, Éditions Amsterdam, 2019.

WAHNICH Sophie « Sans-culottes et gilets jaunes », in CONFAVREUX J., *Le fond de l'air est jaune*, Paris, Seuil, 2019.

Ressources en ligne.

LIPANI Marie Christine & LE BRAS Hervé, « Le mouvement des gilets jaunes repose sur deux clientèles différentes », *the Conversation*, 29 novembre 2018.

En ligne : <https://theconversation.com/conversation-avec-herve-le-bras-le-mouvement-des-gilets-jaunes-repose-sur-deux-clienteles-differentes-107851>